

“IZERE”

Trasmolenstraat 22

1333 CX Almere/ Pays-Bas

E-mail : izere2008@yahoo.fr

info@izere.nl

REF/ 0043-11-20/2010



Pays-Bas, le 31 Janvier 2011

SYMPOSIUM SUR LE BURUNDI AUX PAYS-BAS.

Du 18 au 20 Novembre 2010, "IZERE" a organisé un Symposium sur le Burundi centré sur la situation sociale, politique et économique actuelle au Burundi, dans la Salle des Conférences de l'Hôtel de Ville d'Almere aux Pays-Bas.

Les travaux du Symposium ont été ouverts par un débat économique organisé à l'hôtel Crown Plaza -La Haye le **18 novembre 2010**, en collaboration avec la Fondation NABC, Netherlands African Business Council. Les échanges de ce jour avaient pour but la préparation d'une mission des Hommes d'Affaires Hollandais au Burundi. Les Entrepreneurs Hollandais présents ont exprimé le souhait d'investir au Burundi en partenariat avec les Burundais. L'exposé de M. Gerrit Stolk, Ancien Directeur Général de la Brarudi sur la prospérité des Affaires au Burundi a contribué à convaincre les Hommes d'affaires Hollandais à mettre 2011 sur l'agenda des affaires au Burundi. Cette mission économique vient d'avoir lieu du 06 au 11 décembre 2010 dans trois secteurs: l'Agriculture, les Infrastructures, l'Eau et le Tourisme. L'évaluation de cette mission est prévue en Février 2011.

Les activités se sont poursuivies en date du **19 Novembre** par un débat organisé cette fois-ci en collaboration avec l'Association des Mairies des Pays-Bas, VNG International sur le thème "la cohésion sociale". Dans son mot d'ouverture, M. André Nkeshimana a insisté sur l'importance de ce débat sur le dialogue et la cohabitation qui conditionnent le processus de paix en cours au Burundi et qui effectivement renforcent la cohésion sociale.

Après l'exposé du directeur de VNG International sur la coopération entre son Organisation et l'Association Burundaise des Elus Locaux (ABELO) dans le but de soutenir et de renforcer le dialogue, M. Innocent Nimpagaritse présentera la situation actuelle au Burundi après les dernières élections. Etait invitée du Burundi -spécialement pour ce débat-, Mme Chantal Habonimana, Secrétaire Générale de l'Abelo qui parlera du rôle de l'Abelo et de ses expériences dans la promotion du dialogue et la cohésion sociale au niveau local, avant, pendant et après les élections. Selon Mme Chantal, les débats menés dans les différents ateliers qu'ils ont organisés la veille des élections ont montré que les Burundais sont capables de cohabiter sans difficultés mais qu'ils ont besoin d'un encadrement. Pour Mr Bavuginyumvira, la cohésion sociale à la base constitue effectivement une garantie pour la démocratie, mais il faut un dialogue franc qui ne se base pas sur des appartenances politiques ou ethniques: « le problème doit être résolu au sommet, entre les dirigeants et/ou les politiciens ».

Les débats se sont clôturés par des échanges sur l'importance du processus de paix basé sur la cohésion sociale. Les participants ont recommandé de continuer à soutenir les initiatives visant le dialogue entre les différents groupes sociaux du pays, étant donné que c'est une condition sine qua non pour une paix durable au Burundi.

En date du **20 novembre** s'est tenue une journée Burundaise avec un agenda très varié: une messe œcuménique (animée par Révérend Père Miltenburg et Pasteur Mbonimpa), des activités culturelles passant du tambour Burundais à la poésie, une exposition des objets d'arts, des jeux variés en faveur des jeunes et des enfants, la musique burundaise et bien-entendu un débat public.

Le président d'IZERE a ouvert cette journée en souhaitant la bienvenue à tous les invités qui ont bien voulu réserver leur temps pour le Burundi. "Votre présence ici est une expression de votre

engagement à soutenir les Burundais dans leur lutte quotidienne pour la démocratie”, dira Mr Nkeshimana avant de présenter les trois thèmes des débats en commissions.

1. Dans la première Commission politique présidée par Mme Michaud, journaliste de la Radio Nederland Wereldomroep, les invités ont regretté la situation actuelle devenue très confuse où les Burundais se rejettent mutuellement le tort, suite au refus par certains Partis d'opposition des résultats issus des urnes. Ainsi les uns parlent d'une rébellion naissante, pendant que d'autres parlent de groupes de bandits armés. Une telle situation risque de réveiller les vieux démons de la destruction et un passé récent encore très douloureux pour des milliers de familles burundaises.

Ils ont échangé sur la nécessité d'un dialogue entre le parti au pouvoir et les partis de l'opposition, pour mettre fin à l'insécurité et aux violences dans le pays. Tout le monde était d'accord sur ce point, mais on ne s'est pas entendu sur les moyens d'y parvenir. Voici quelques-unes des idées avancées pour susciter ce dialogue: s'inspirer du polder model aux Pays-Bas, un modèle typiquement Néerlandais pour parvenir à un consensus sur le plan politique, faire intervenir les sages comme médiateurs en s'inspirant de la façon dont les « collines » ont su résoudre leurs conflits; écrire à l'Union Africaine et/ou à l'Union Européenne pour leur demander de faire pression sur les différentes parties, etc.

-Quelques représentants des partis politiques d'opposition présents ont réclamé des sanctions de la part de l'UE et des Pays-Bas notamment par l'embargo ou à travers le retrait du soutien budgétaire. Toutefois, plusieurs participants de la diaspora ne sont pas d'accord avec cette façon de forcer le dialogue, car c'est -selon eux- surtout la population qui en payerait les frais.

-Le Représentant du Ministère de la Coopération des Pays-Bas ne s'est pas prononcé sur ce sujet: “la Hollande doit encore définir et se prononcer sur sa nouvelle politique extérieure à quelques jours de la mise en place du nouveau gouvernement Hollandais!”, a-t-il dit.

2. Le débat de la deuxième commission sur la situation sociale et économique a été ouvert par la présentation des projets sociaux et économiques réalisés par IZERE au Burundi: interventions chirurgicales dans les hôpitaux du Burundi en partenariat avec les chirurgiens Hollandais, le sport comme instrument à la réconciliation, les coopératives, le projet bancaire, les cas sociaux, etc.

Le Burundi est aujourd'hui en pleine phase de reconstruction. C'est dans ce cadre que sur l'initiative de l'ONG Izere en collaboration avec NABC (Nederlands African Business Council), une délégation d'hommes d'affaires Hollandais ont effectué en décembre 2010 une mission économique visant le partenariat avec les hommes d'affaires Burundais, dans les trois secteurs déjà cités. Les membres de la commission ont proposé d'ajouter également le secteur de l'énergie car il n'y a pas moyen de promouvoir l'industrie sans l'énergie.

Après avoir salué l'existence de l'Agence de Promotion des Investissements et la mise en place d'un code d'investissements compétitif dans la sous-région pour attirer les investisseurs étrangers, les membres de la commission ont recommandé ce qui suit:

-Dans le domaine de l'agriculture, une réduction plus sensible des taxes et impôts devrait être faite sur les intrants, les équipements et le matériel agricole.

-Pour développer le tourisme au Burundi, le Gouvernement devrait faire connaître son pays en lançant une campagne publicitaire comme le font d'autres pays.

-Dans le domaine de l'habitat, les autorités Burundaises devraient encourager une politique de construire sur les montagnes qui surplombent Bujumbura et réserver la plaine aux cultures vivrières.

Les participants au symposium ont été informés d'un financement qui peuvent être obtenus auprès du programme de subvention du ministère Néerlandais de l'Economie (à hauteur de 60% à condition d'investir en partenariat avec un Hollandais). Un appel a été lancé aux opérateurs économiques Burundais de profiter de ce programme en faveur des pays en développement.

3. Le dernier thème sur “**la situation des Burundais vivant aux Pays-Bas**” a été ouvert par une note présentée par M. Tharcisse Nsavyinganji sur les échanges qui ont déjà eu lieu sur ce sujet notamment avec les représentants du Gouvernement Néerlandais et du Gouvernement Burundais. Ce thème a connu une participation active de deux invités du Département chargé du Retour des réfugiés au Ministère de la Justice des Pays-Bas. Ils ont répondu aux différentes questions posées entre autres en rapport avec la séparation des familles (enfants séparés de ses parents), les emprisonnements, les étudiants obligés d'interrompre leur formation, les Burundais traumatisés suite à leur situation d'illégaux « sans papiers », etc

Les deux Représentants ont exprimé leur disponibilité à recevoir ces dossiers et à analyser cas par cas les différentes situations dans le but de trouver des solutions dans des conditions plus humaines suivies d'un programme clair d'accompagnement surtout en cas de refus catégorique.

4. Dans la plénière:

- Les participants se sont exprimés librement sur divers thèmes du jour ainsi que d'autres sujets intéressant la vie nationale. Pour beaucoup d'intervénants, le Gouvernement et les Partis d'opposition doivent dialoguer : “un dialogue continu évitera de désorienter le peuple!”

- Les participants ont aussi salué l'initiative du gouvernement qui dans ses institutions respecte les accords d'Arusha en tenant compte des équilibres ethniques, régionales et du genre. Les participants ont toutefois regretté que les organismes internationaux accrédités au Burundi ne font pas de même dans le recrutement des fonctionnaires locaux. Et pourtant s'ils tenaient compte de ces aspects cela pourrait aider le Burundi à garder le cap de l'unité car : "le soleil devrait briller pour tout le monde" ont ajouté les participants. Ils ont recommandé aux autorités Burundaises concernées de s'investir pour que le même esprit d'équité puisse aussi être appliqué pour le cas des organisations internationales telles que les Ambassades, le PNUD, le HCR, la BNUB et toutes les ONG.

- Parlant de l'EAC, le public a insisté auprès du ministère chargé des Affaires de la Communauté East-Africaine pour que les Burundais soient davantage informés sur les enjeux, les avantages et les inconvénients éventuels en rapport avec l'entrée du Burundi dans cette Communauté qui sans nul doute constitue des atouts régionaux pouvant renforcer la stabilité politique et le développement économique du Burundi.

A la dernière question sur l'optimisme face au processus démocratique au Burundi, les invités se sont montrés d'un optimisme nuancé car les défis sont encore nombreux!

Le Président d' IZERE a clôturé les travaux du Symposium par un appel à tous les partenaires Burundais en particulier l'Union Européenne et les Pays-Bas de continuer à soutenir le Burundi sur le chemin de la paix et la démocratie. Il a exprimé ses remerciements au comité d'organisation du symposium et aux Institutions qui ont contribué matériellement et financièrement citant notamment VNG International, les Fondations des Réfugiés, la Mairie d'Almere, les intervenants en particulier les invités en provenance du Burundi ainsi que toutes les instances qui ont participé à la réussite des travaux du Symposium, sans oublier de remercier les journalistes de la Radio Nederland Omroep pour la couverture médiatique des différentes activités.

Les travaux ont été clôturés par un repas burundais dans les locaux de l'Hotel de Ville d'Almere.

NB: Vous pouvez vivre la Journée Burundaise en images sur le site: www.izere.nl

Pour **IZERE**,
Secrétariat, le rapporteur général.